

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Michèle Bonnechère : La contribution des prêtres-ouvriers à la lutte pour la dignité dans le travail.

Sabrina Mraouahi : Du bon usage du référé prud'homal.

DOCUMENT

Accord collectif *Géopost*.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Le minutieux contrôle du juge en cas de réquisition préfectorale de grévistes.

Tribunal administratif de Lille (référé) 20 décembre 2016 – Note Caroline Bardoul (p.311)

Le périmètre de reclassement dans les franchises.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 septembre 2016 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 – Note Claudy Ménard (p.317)

Maladie et congés payés : le Cour de cassation vide l'assiette des salariés.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2017 – Note Jérémie Jardonnet (p.319)

La qualité de victimes reconnue aux salariées du « 57 Boulevard de Strasbourg ».

Conseil de prud'hommes de Paris 29 juin 2016 – Note Nathalie Ferré (p.324)



Doctrine

La contribution des prêtres-ouvriers à la lutte pour la dignité dans le travail par **Michèle Bonnechère**,
Professeur émérite de l'Université d'Évry, Val d'Essonne..... 273

Du bon usage du référé prud'homal par **Sabrina Mraouahi**, Maître de conférences en droit privé
Université Grenoble-Alpes, CRJ EA 1965..... 290

Document

Accord collectif *Géopost*..... 300

Jurisprudence

COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Concentration d'entreprises – Information du Comité – Désignation d'un expert-comptable – Refus de communication des documents – Référé – Expert-comptable seul juge de l'utilité des documents qu'il réclame – Trouble manifestement illicite – Communication sous astreinte du dossier intégral de notification de l'opération de concentration à la Commission européenne – Suspension de la procédure d'information du Comité.
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CRÉTEIL (référé) 10 novembre 2016 304
Note **Arnaud Mazières** 307

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – Dommage imminent – Contestation de la régularité de CDD – Survenance du terme – Action judiciaire en requalification en cours – Maintien provisoire du contrat ordonné en référé.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n°15-18.560) 307
Note 308

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – 1° Pouvoirs – Etendue – Exceptions textuelles – Caractère limitatif – 2° Attribution d'une provision – Retenue sur salaire consécutive à l'exercice du droit de retrait – Exposition à l'amiante – Droit d'alerte du CHSCT.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 mars 2016 (p. n°14-25.237 s.) 308
Note 310

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Référé – Pouvoirs – Interprétation d'un accord collectif.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 juin 2016 (p. n°14-19.257) 310
Note 310

GRÈVE – Réquisition des salariés – Sidérurgie – Atteinte au droit fondamental de faire grève – Condition – Menace pour la sécurité publique – Caractérisation – Absence – Annulation de l'arrêt préfectoral.0
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE (référé) 20 décembre 2016 311
Note **Caroline Bardoul**, Avocate au Barreau de Nantes, docteur en droit public 312

LICENCIEMENT – Inaptitude – Obligation de reclassement – Compétences pour occuper les postes disponibles – Cause réelle et sérieuse (non).
CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation du salarié – Absence de formation – Manquement de l'employeur – Préjudice du salarié.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-13.594) 314
Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral DLAJ 315

LICENCIEMENT – Inaptitude et invalidité – Obligation de reclassement – Périmètre – Détermination – Réseau de franchise (deux espèces) – Gérant non salarié (deuxième espèce).

Première espèce :

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 septembre 2016 (p. n° 15-13.849) 317

Deuxième espèce :

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 5 octobre 2016 (p. n° 15-22.730) 318

Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 318

RÉMUNÉRATION – Maintien du salaire en cas d'absences – Congés payés ou maladie – Assiette de calcul de l'indemnité – Primes conventionnelles présentant un caractère forfaitaire – Nature – Remboursement de frais (oui) – Exclusion de l'assiette (oui).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 janvier 2017 (p. n° 15-23.341) 320

Note **Jérémie Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 320

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Non déclaration de salariés – Régularisation des salaires dus – Délivrance des bulletins de paie – Indemnité forfaitaire (L. 8221-5).

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (Commerce) 29 juin 2016 324

Note **Nathalie Ferré**, Professeur, Université Paris 13, Villetaneuse 325

DROIT DU TRAVAIL (11^{ème} édition) - Elsa Peskine et Cyril Wolmark



Dalloz coll. Hypercours
2016 – 766 pages
EAN 13 : 9782247160792
35 euros

Le droit du travail régit le travail salarié, c'est-à-dire l'emploi et la vie professionnelle de la très grande majorité des personnes. Placé au centre de la vie économique et politique d'un pays, il ne se passe pas de semaine sans que, par un licenciement collectif, une grève, une restructuration ou une loi nouvelle, il ne fasse parler de lui. Cet ouvrage donne une vision claire et précise de l'ensemble de la matière recouvrant tant les relations individuelles que les relations collectives du travail.

I. Situer le droit du travail

Ouvertures / Domaine / Sources

II. L'accès à l'emploi

Le recrutement / Conclusion du contrat

III. Les formes contractuelles

Le contrat à durée déterminée /
Les relations triangulaires de travail /
Le contrat de travail à temps partiel

IV. Le pouvoir de l'employeur

Pouvoir disciplinaire / Pouvoir normateur /
Pouvoir et contrat / Droits fondamentaux et
exigence d'égalité

V. Le rapport de travail

Le salaire / Le temps de travail /
La santé et la sécurité au travail

VI. Le contrat préservé

La suspension du contrat de travail /
Transferts d'entreprise

VII. L'emploi perdu

Qualifications de la rupture / Droit commun
de licenciement / Les motifs personnels de
licenciement / Le licenciement économique

VIII. Les salariés coalisés

La grève / Le syndicat

IX. Les conventions collectives

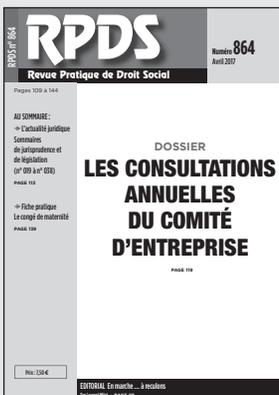
Formation et champ d'application /
Modification et cessation des effets des
conventions collectives / Les conventions
collectives parmi les sources du droit du
travail

X. Les délégués des travailleurs

Diversité des délégués des travailleurs /
Désignation et élection des représentants

XI. La puissance publique

L'inspection du travail / Le conseil de
prud'hommes



RPDS 864 - AVRIL 2017

AU SOMMAIRE :

Dossier :

**Les consultations annuelles
du comité d'entreprise**

Fiche pratique :

Le congé de maternité

L'actualité juridique :

Sommaires de jurisprudence

Commande et abonnement
à 263, rue de Paris, case 600,
93516 Montreuil cedex
ou sur notre site Internet
www.nvo.fr

Prix du numéro : 7,50 euros
(+ forfait de 3 euros par envoi).

Abonnement : 9 euros par mois
ou 108 euros par an incluant
la RPDS papier et son
supplément Internet (RPDS
numérique + le guide droit du
travail en actualisation
permanente + la veille
juridique).

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

Arnaud MAZIÈRES, rédacteur en chef : arnaud.mazieres@gmail.com

ou

Droit Ouvrier : 263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX